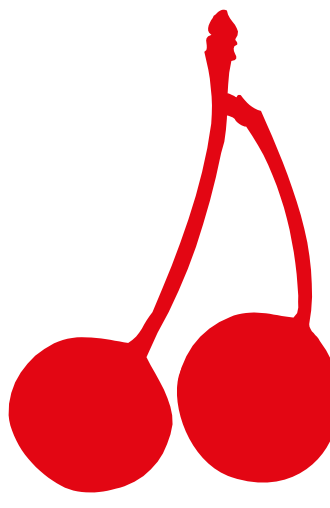




cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

3400 lits en moins dans les hôpitaux, c'est 3400 raisons de faire grimper le taux qui nous amène en zone rouge....

La fatigue -appelée aussi charge mentale- serait principalement le résultat de l'individualisation des activités. Le collectif, nouveau remède du XXI^e siècle ?

Agenda militant

Mercredi 11 novembre de 14h à 17h

En visioconférence

Où en sommes-nous du rapport de forces ? Comment le définir et comment le faire bouger ?

Pour s'inscrire envoyer un message à cerises@plateformecitoyenne.net

Samedi 5 décembre

Rennes 14h

5eme Marche pour Babacar Gueye

Paris 14h

Marche contre le chômage et la précarité

Nous ne sommes pas en guerre

Il faisait réfléchir ses élèves à la liberté d'expression. Perpétré au nom de l'islam par un jeune tchéchène de 18 ans, l'assassinat sauvage de Samuel Paty nous horripile. Toute notre solidarité va à sa famille, ses proches, ses élèves, ses collègues.

Mais nous ne sommes pas en guerre.

Dissolution d'association défendant les personnes de confession musulmane victimes de discrimination, expulsion d'étrangers, fermeture de lieux de culte, insultes et menaces vers les opposant.e.s à l'islamophobie, renforcement du projet de loi contre le « séparatisme » islamiste, retour de la loi Avia, menace sur l'observatoire de la laïcité : l'exécutif instrumentalise le drame, pendant que la haine inonde réseaux et médias.

Effet d'aubaine, voici la macronie relouée ! Discreditée, menteuse, brutale, au service des séparatistes qui n'ont de fidélité qu'à leur portefeuille d'actions, elle humilie des femmes, des hommes au seul motif qu'ils sont musulman.e.s. Elle conforte amalgames et stigmatisations, fabrique du racisme, de la xénophobie, alimente les diverses logiques totalitaires et cuirasse ses politiques répressives, ses lois liberticides.

Ne cédon's ni à cette déferlante, ni à l'incendie des réseaux. L'enquête devra éclairer le déroulé exact du drame, dire si les institutions scolaires, policières et judiciaires ont assumé leur mission. À l'encontre du discours guerrier, recréons du débat apaisé, éclairons ce qui fait le terreau de cet acte épouvantable. Mesurons qu'à transformer nos concitoyens musulman.e.s en boucs émissaires on enclenche un effet délétère, notamment chez les plus jeunes, de légitimation des logiques d'exclusion accoucheuses des processus de radicalisation.

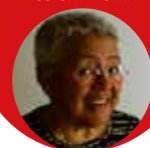
Non, la caricature à elle seule n'enclenche pas dénonciation, aveuglement et geste fatal d'un fanatique fou de haine. Il y a là l'effet d'un système de relégation, de mise à l'index, la frustration d'un universalisme frelaté négateur d'altérité, les conséquences des guerres qui ont ensanglanté l'Irak, l'Afghanistan, la Syrie, la Tchétchénie, la Lybie et alimenté les réseaux terroristes, et de l'incapacité internationale à défendre la Palestine.

Nourrissons un universalisme d'aujourd'hui où chacun.e est reconnu.e en sa singularité, son identité. Nous devons à nos enfants de développer leur esprit critique, qui aide à s'écarter des impasses mortifères. Il faut du temps, de la disponibilité, de l'écoute et des moyens pour cela.

Déserteurs, insuffisamment productifs ! Ainsi les gens de pouvoir insultèrent les enseignants. Les mêmes les encensent aujourd'hui, persistant à priver le service public d'éducation des moyens de son objectif d'égalité et de liberté.

Nous ne sommes pas en guerre, nous sommes debout, solidaires en lutte pour tout changer. ●

Catherine Destom-Bottin



Sylvie Larue



Le piège du jardin noir



Après un mois de combats et d'échecs des cessez-le feu, les forces azerbaïdjanaises progressent et rêvent de victoire, profitant de leur supériorité matérielle dont l'apport décisif des drones israéliens et turcs. Les Arméniens ne veulent rien lâcher.

Le conflit du Nagorno (haut) Karabagh (jardin noir) ou Artsakh pour les arméniens, dure depuis des décennies. Le pouvoir stalinien avait attribué le district du Nagorno-Karabakh, peuplé majoritairement d'Arméniens, à l'Azerbaïdjan. Lors de l'effondrement de l'URSS les arméniens ont refusé la tutelle azerbaïdjanaise, ce qui a conduit à la guerre de 1988-94, ses 30 000 victimes directes et le déplacement de centaines de milliers de personnes, provoqués par

des politiques de « purification ethnique » de part et d'autre. Des Arméniens ont quitté l'Azerbaïdjan, des Azéris l'Arménie, le Nagorny Karabakh et les territoires avoisinants (sept districts) conquis par les forces arméniennes. L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), et son « groupe de Minsk » (présidé par la Russie, les Etats Unis et la France), ont proposé des principes dit « de Madrid » : statut intérimaire de Haut Karabagh en attendant la consultation des populations, garanties de sécurité et déploiement de forces de paix, évacuation des sept districts occupés, droit des réfugiés. Principes refusés tour à tour par les deux belligérants.

Du côté arménien, les anciens leaders du Karabagh, devenus chefs de l'Arménie de 1997 à 2018, Robert Kotcharian et Serge Sarkissian, ont pensé pouvoir camper sur leur acquis, et proclamé que l'Artsakh incluait les « sept districts ». Du côté azerbaïdjanais Ilham Aliyev (le fils du dirigeant de l'époque soviétique) a profité de l'enrichissement du pays (et du sien propre) grâce aux hydrocarbures, pour acheter des armes et préparer « la revanche ». Les deux régimes, confrontés à des mouvements sociaux contre la corruption et les inégalités, ont développé la rhétorique nationaliste pour faire taire les contestations.

En avril 2016 les forces azerbaïdjanaises sont passées à l'offensive pendant 4 jours, « la revanche » était possible, la guerre future probable, mais personne n'a bougé. Sinon qu'en 2018 le régime corrompu de Sarkissian est tombé en Arménie suite à la révolution pacifique de Nikol Pachinian. Espoir pour une relance des négociations ? Pachinian, sous pression des nationalistes, est resté sur la ligne du « statu quo ». Aliyev a pu lancer son offensive de septembre 2020, profitant de la paralysie américaine, de l'impuissance européenne, de la neutralisation de l'Iran (soutien de l'Arménie dans la guerre précédente), des hésitations russes, avec l'appui total de la Turquie de Recep Tayyip Erdogan.

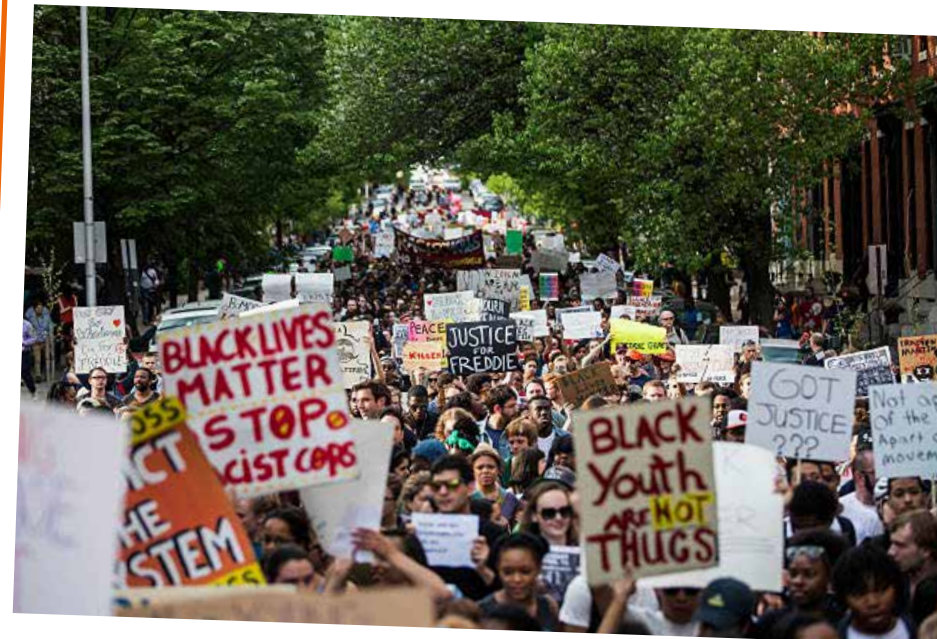
Jusqu'ou l'Azerbaïdjan va-t-il pousser son ascendant militaire ? Vladimir Poutine a tout à craindre d'un effondrement arménien, mais a-t-il les moyens de contraindre Aliyev à se contenter d'une demi-victoire, sur fond de tension russo-turque croissante ? En attendant les métastases se développent. L'Inde de Modi soutien l'Arménie « contre les musulmans », le Pakistan l'Azerbaïdjan « contre les chrétiens ». Dans les diasporas arméniennes, naturellement solidaire des arméniens, des discours nationalistes « contre les turcs » s'amplifient dans les communautés turques spontanément aux coté des azerbaïdjanais, les discours nationalistes et anti-arméniens se développent.

Pendant la guerre de 1988-94, et après (jusqu'au milieu des années 2000) des initiatives de paix entre arméniens et azerbaïdjanais, soutenues par des partenaires internationaux avaient pu exister... avant de s'étioler dans l'indifférence et la répression... Au début de cette guerre-ci, une « Déclaration de paix » a été signée par des centaines de personnes, arméniens, turcs, azerbaïdjanais, autres. Le cessez le feu doit être imposé et une solution juste et durable advenir au beau pays du Jardin Noir.

● BERNARD DREANO

Auteur de Guerre et Paix au Caucase, Empires, peuples et nations. Ed. Non-Lieu 2009

États Unis, le champ des possibles



Les résultats du 3 novembre laissent un pays plus polarisé que jamais. La forte mobilisation électorale a profité à Biden mais aussi à Trump. La gauche démocrate sort renforcée mais moins qu'espéré ; la « squad » sera rejointe notamment par Jamal Bowman et Mondaire Jones à New York, Cori Bush à Saint Louis, Marie Newman dans l'Illinois mais d'autres candidats comme Kara Eastman dans le Nebraska ou Mike Siegel et Candace Valenzuela au Texas ont raté de peu l'élection.

Plusieurs heures après la fermeture des bureaux de vote, l'incertitude demeure. Le risque est grand de l'exacerbation des tensions, du refus par Trump d'un résultat défavorable lié aux votes anticipés.

Si la victoire de Biden devait être confirmée la gauche américaine aura un rôle important à jouer dans l'application et l'amélioration du programme du nouveau président. Salaire minimum à 15€, gratuité universitaire pour les plus pauvres, renforcement de l'obamacare, plan d'investissement public massif notamment dans la transition écologique, augmentation de la fiscalité sur les entreprises etc... le programme de Biden est le plus progressiste depuis 1972. Sa concrétisation nécessitera d'affronter l'establishment démocrate et républicain. Le point positif est la conscience aiguë de cette réalité de la part des mouvements « radicaux » (DSA, BLM, Sunrise movement etc.) et la remarquable mission d'éducation populaire que mènent et vont continuer à mener AOC ou Sanders en appelant à développer cette mobilisation.

L'éventuelle victoire de Trump² nécessitera une résistance acharnée dans les consciences, la rue, les institutions pour éviter une fascisation du système. Cette résistance pourra s'appuyer sur les centaines de milliers de jeunes militants qui sont entrés en politique dans le sillage des campagnes de Sanders en 2016 et 2020. Une telle victoire, tout en perdant le vote populaire national, poserait encore plus que jamais la question de la réforme d'un système électoral injuste, archaïque, et qui tend à exclure les catégories populaires et les étudiants. Même si le chemin est encore long, dans les prochaines années, la construction d'une majorité politique de rupture aux États Unis n'apparaît plus comme une utopie mais comme faisant partie du champ des possibles. La transition démographique et l'acuité des problèmes sociaux et environnementaux participeront de cette alternative. Au cœur de la première puissance capitaliste, les débats autour du socialisme n'en sont qu'à leurs prémices.

● YONNEL VIGNAL

1. La squad : les 4 parlementaires qui tiennent tête à Trump, Alexandria Ocasio-Cortez d'origine portoricaine; Ayanna Pressley, élue noire de Boston ; Rashida Tlaib et Ilhan Omar, deux élues musulmanes du Michigan et du Minnesota, d'origines palestinienne et somalienne.
2. A l'heure où nous mettons le journal en page, nous ne connaissons pas les résultats définitifs.

Antiracisme, nouvelles émancipations ?

Le meurtre de George Floyd aux USA a déclenché une vague de mobilisations partout dans le monde. Cet écho international au mouvement Black lives matter nous rappelle celui de me-too et des mobilisations féministes. En France, en juin dernier le comité Adama Traoré rassemble 20000 personnes contre le racisme et les violences policières, les personnes sans-papiers surgissent dans l'espace public lors d'une manifestation pour leur régularisation en bravant tous les interdits et organisent une magnifique marche des Solidarités à l'automne.

On pourrait aussi parler de la marche contre l'islamophobie en novembre 2019.

Que nous disent ces nouvelles mobilisations antiracistes ? Quels sont les nouveaux processus d'émancipation en cours ?

Cerises vous propose d'explorer le sujet au moment même où l'actualité nous rattrape, et où les haines à l'égard des personnes de confession musulmane se déversent dans les médias ou les réseaux sociaux suite au meurtre abominable de Samuel Paty et de trois personnes à Nice. Ensemble, prenons le temps de la réflexion.



© Serge d'Ignazio

Antiracisme, hier et aujourd'hui

On sait l'ampleur de la vague des manifestations contre la violence raciste et policière qui a déferlé dans tous les États-Unis, sur la planète, en France. Ampleur, détermination, enracinement, la vague conduite par les personnes racisées, rassemble notamment des jeunes toutes couleurs de peaux confondues, et marque une étape. Néanmoins, en arrière-plan du débat, voire du conflit passe à l'intérieur même du camp antiraciste. Alors, combat moral contre le racisme ou combat contre la domination de race ? Et seulement contre la domination de race ou contre toute domination ?

La race biologique n'existe pas, la domination de race demeure

Le tableau est multiple. La race biologique n'existe pas, la domination à caractère racial autrement dit la domination de race demeure, tout autant que domination de genre et de classe. Dans le tableau il y a aussi le combat idéologique de la grande bourgeoisie pour ethniciser tout ce que dit le « populaire ». Désormais l'expression « quartiers populaires » sous-entend souvent la concentration de migrants venus, notamment, d'ex-colonies.

Notons qu'il est aujourd'hui difficile d'évoquer la domination de classe, sans traiter en même temps la domination de genre. De même les points marqués, quant à la forme quant au contenu quant à l'ampleur du combat politique antiraciste, le débarrassent de son caractère de domination seconde. C'est un mouvement du même ordre qui marque le mouvement social s'affranchissant de la

tutelle de l'État et des partis politiques, il a mis en avant son refus de toute verticalité de toute domination.

De la fécondité du rapprochement des combats de classe et de race

Racisme et lutte des classes... il est remarquable que parmi les efforts de déconsidération du mouvement des gilets jaunes « sa nature » raciste a été le premier argument visant son développement. Les gilets jaunes ont gagné notamment des aménagements fiscaux mais la remise en cause de tout système de domination demeure restreinte. Et de ce fait l'aggravation des dispositifs visant les personnes racisées se poursuit. Le sociologue Saïd Bouamama raconte la venue de gilets jaunes dans les locaux de son association FUIQP¹ découvrant sur les murs des locaux les photos des dizaines de jeunes de quartiers populaires morts, tués par la police, qui restent bouche bée. Ils écrivent dès le lendemain une motion comportant : « c'est un aspect de la réalité que nous n'avions pas vu on pensait qu'on était victimes de violence alors qu'on a été qu'éborgné ». On a ici comme un exemple de la fécondité du rapprochement des combats de classe et de race.

Nous considérons que faire peuple c'est ce que fait la multitude qui s'unit, qui construit du lien social et de l'action politique chacun nourrissant l'autre, et qui cherche de l'unité dans sa propre diversité. N'y-a-t-il pas alors la possibilité de redéfinir le combat antiraciste en

¹ FUIQP : Front uni des immigrations et des quartiers populaires

en faisant un enjeu qui concerne tout le monde ?

Dans cet espoir, entre antiracisme et universalisme, quelle dialectique ? Comment s'assurer de ne pas réclamer au premier de se modérer afin de préserver le second ?

L'antiracisme d'aujourd'hui, qu'est-ce qui a changé, qu'est-ce qui change, quant aux couches sociales qu'il mobilise, aux formes et aux contenus qu'il adopte, aux objectifs qu'il vise ?

Les mobilisations en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Espagne, aux USA, en Italie, en Inde, en Amérique latine, en France ont en commun de s'en prendre aux violences policières, aux stigmatisations de tous ordres de race, de genre, de religion... Elles combattent aussi le recours populiste raciste, misogyne, de la classe dominante pour s'attirer du soutien populaire. Quelle lecture de ces nouvelles mobilisations, peut-on parler d'une mobilisation internationale ?

Aujourd'hui, quand on dit « quartiers populaires » on dit désormais la relégation des pauvres et la relégation des racisés.e.s. On dit donc un quelque chose du sort partagé des pauvres et des racisés.e.s. Comment interroger l'en commun objectif qui se tisse alors entre lutte des classes et antiracisme. Quelle visibilité a-t-on de cette réalité, quel présent offre-t-elle, quelle promesse suggère-t-elle ?

Syndicalistes, gilet jaune, chercheur, militant.e de l'antiracisme, ils/elles ont bien voulu répondre aux questions de l'équipe de rédaction.

Racisme et convergence des luttes



Alain Gresh
Directeur du journal
en ligne Orient XXI

Dans *La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué*, le chercheur Olivier Masclet part du cas de Gennevilliers, vieille municipalité communiste, pour expliquer, sans manichéisme, pourquoi les communistes n'ont pas réussi à opérer dans cette ville la jonction avec les nouvelles immigrations venues pour la majorité de l'espace postcolonial, notamment du Maghreb. Cet échec fut partout évident.

Définir le racisme comme « système » de domination systémique

Durant les années 1970 et 1980 les luttes de l'immigration ont donc largement été menées sans soutien effectif de la gauche ou bien avec des récupérations comme celles du Parti socialiste qui a suivi la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1982, transformée en « marche des beurs » et ayant donné naissance à SOS - racisme. La question du racisme est alors devenue une question « morale » coupée de la question sociale, les anciens « bastions ouvriers » ont été désormais perçus, y compris à gauche, comme « quartiers difficiles ».

C'est en rupture à cette évolution qu'est né « l'antiracisme politique », avec une volonté de définir le racisme comme « système » de domination systémique et aussi une volonté d'organisation autonome des premiers concernés. Qui sont-ils « les racisés » ? c'est-à-dire ceux qui

sont perçus comme noir ou arabe, ce qui définit leur place dans la société, aussi bien dans l'accès au travail que face aux contrôles policiers. En contrepoint, ils ont mis en lumière « un privilège blanc » qui évite à celui qui en est porteur certains « inconvénients » (de même qu'il y a un privilège masculin même de l'ouvrier). Ce sont aussi ces mouvements, par ailleurs très divers, qui ont avancé l'idée de l'intersectionnalité, la nécessité d'articuler les luttes sociales, antiracistes et antisexistes. C'est toutefois une évolution que la gauche a souvent du mal à suivre.

Ces luttes entrent en résonance avec les mouvements qui secouent la planète et affrontent le système de domination capitaliste, l'oppression des minorités, la marginalisation des femmes, que ce soit aux États-Unis, en Inde ou au Chili.

En France, cette mouvance a été stigmatisée, accusée d'un racisme à rebours, parfois dénoncée comme « islamique ». La réalité est tout autre. Le « séparatisme » social et spatial, marqué par le retrait de l'État, a donné aussi naissance à des luttes autonomes. Mais ces luttes ne divisent que si la gauche en est absente, refuse de les soutenir, parce qu'elles sont différentes, parce qu'elles mobilisent souvent les « racisés » voire « les musulmans ». Le comité Adama montre toutefois qu'il existe des possibilités de convergence. La question posée à la gauche « traditionnelle » c'est sa capacité à prendre en compte ce mouvement, à s'y inscrire de manière active. Y parviendra-t-elle ? ●

Racisme : Un rapport social de domination qu'il faut combattre autant que celui de classe et de genre



Céline Verzeletti
Secrétaire
confédérale CGT

Le patronat commet souvent des délits en matière de racisme. Lors d'importantes grèves, depuis 2007 jusqu'à aujourd'hui, des milliers de travailleur-ses sans-papiers, aux côtés de la CGT, sont sortis de l'ombre et se sont révoltés contre les conditions de travail qu'ils subissent en France.

La victoire juridique des coiffeuses et manucures du 57 Bd Strasbourg à Paris, accompagnées par la CGT, a validé la reconnaissance de la traite des êtres humains devant le tribunal. C'est la première jurisprudence historique qui reconnaît la traite des êtres humains dans le milieu du travail, dans un cadre collectif. Elle a permis de créer du Droit et de donner confiance et espoir à d'autres travailleur-ses se trouvant dans des situations similaires d'extrême exploitation. La plainte des 25 ouvriers du BTP du chantier du 46 Avenue de Breteuil à Paris contre leur employeur et le procès qui a suivi est aussi une première en termes de reconnaissance de la discrimination systémique que subissent les travailleurs africains sans-papiers dans le secteur d'activité de la construction.

De même, les politiques publiques menées depuis des décennies et les choix

du gouvernement sur le plan économique et social, sur les questions migratoires et sécuritaires ont des impacts certains sur les inégalités sociales, les rapports sociaux de domination et les discriminations. Dans ce sens nous pouvons parler de racisme d'État ou institutionnel, à ne pas confondre, bien entendu, avec un État raciste. Les pratiques discriminatoires étant interdites dans notre droit on peut évoquer le terme de racisme d'État ou institutionnel.

A la CGT, nous pensons que le racisme renvoie à un rapport social de domination. Il ne peut pas être réduit à une idéologie ou une représentation avec des préjugés.

Au-delà de l'entreprise, le racisme se base aussi sur des pratiques à tous les niveaux de nos institutions. Pour exemple, le défenseur des droits et de multiples autres enquêtes ont montré des discriminations autour des contrôles policiers au faciès. L'État a d'ailleurs été condamné définitivement pour cela en 2016 par la Cour de cassation. D'autres affaires sont en cours.

Il est donc acté, même pénalement, que les contrôles policiers visent plutôt une catégorie de personnes notamment celles qui seraient supposées être d'une autre nationalité. Le nier, ne pas punir et sanctionner ces violences et ces stigmatisations relèvent de racisme institutionnel.

Nous ne le dénonçons certainement pas suffisamment mais le racisme s'est

Nous pouvons parler de racisme d'État ou institutionnel

installé dans les instances de l'État et à tous les niveaux. Cela se voit aussi dans le durcissement des politiques migratoires et sécuritaires. Elles assignent une partie de la population à des positions de minorité avec un moindre statut.

Les propos racistes banalisés et véhiculés dans la parole publique, le projet de loi dit « *sur le séparatisme* » ne font qu'exacerber les divisions, la haine de l'autre, l'intolérance, le racisme et les rapports de dominations.

La CGT a participé à plusieurs reprises avec des dizaines d'autres organisations à des expressions, des appels à manifester et des débats pour dénoncer toutes ces discriminations, ces inégalités et stigmatisations orchestrées notamment par le gouvernement actuel.

Nous le dénonçons depuis longtemps : le racisme est une des armes au service des politiques antisociales, une des stratégies des défenseurs du capital pour diviser les travailleuses et travailleurs. Mais nous ne réduisons pas ce fléau à une instrumentalisation. Comme dit précédemment il s'agit aussi d'un rapport social de domination qu'il faut combattre autant que celui de classe et de genre sans subordonner cette lutte à d'autres. ●

Puissance d'un antiracisme



Sidi Mohammed Barkat

L'antiracisme actuel est divers dans ses expressions. L'une d'elles retient l'attention. Elle ne se soucie pas des joutes verbales actuelles, mâtinées de clashes, et s'inscrit dans la filiation des actions d'émancipation significatives menées dans le passé (*Manifestation du 17 octobre 1961* et *Marche pour l'égalité et contre le racisme* de 1983), tout en se préservant des détournements qui guettent toujours les mouvements politiques. Il s'agit des rassemblements des 2 et 13 juin 2020, qui ont fait l'effet d'une catastrophe au cœur d'un système de vérité hérité de la représentation coloniale. Un système aujourd'hui singulièrement revigoré par une partie du dispositif médiatique préposée – au nom d'une pureté identitaire chimérique – au sacrifice des principes au fondement de la société et des institutions.

Revendiquant une valeur absolue, la « phénoménologie » des corps rabaisés s'appuie sans discontinuer sur deux « faits » contradictoires, mais également enrôlés : le comportement prédateur et

le repli sur soi. Des manières d'agir et d'être qui caractériseraient toujours et indifféremment ces corps, les empêchant d'entretenir avec le territoire de la France la relation stable et fondée en raison que requiert la construction d'un monde habitable. L'activation régulière de cette phénoménologie vise à maintenir ces corps dans un régime d'exception formel ou informel faisant d'eux littéralement des « corps d'exception ». Hier institués, aujourd'hui ravivés par des instances usurpatrices de la fonction normative, les discours qui s'y réfèrent reconduisent une représentation en trompe-l'œil censée garantir ses propagateurs contre les risques de se voir opposer efficacement les principes émancipateurs dont ils prétendent être les authentiques défenseurs. Entre les mains de ces missionnaires, les principes (égalité, liberté et fraternité) et les fondements (Peuple, République et Démocratie) perdent leur qualité de cause active tout en demeurant en apparence les références premières, jouant le rôle d'un artifice faisant écran aux critiques adressées à leurs promoteurs.

C'est cette phénoménologie que les manifestants du mois de juin 2020 détraquaient par une présence pleine se dérobant aux images de prédation et de repli sur soi. A distance des penchants pour

les outrances et les allures tapageuses, leur irruption pacifique dans la ville a effectivement dérégulé les coordonnées de l'espace ils étaient là où ils n'auraient pas dû être et du temps ils faisaient de leur présence un événement rompant le déroulement linéaire d'une histoire étouffante. Le caractère démesuré des propos véhiculés par certains médias (« délinquants », « communautarisme », etc.) après les manifestations a révélé l'impuissance dans laquelle ils se trouvaient, devant l'événement, à remettre en marche les fictions de la représentation inégalitaire. Les paroles diffusées par ces organes, dont la fonction est d'interdire la construction des liens entre les êtres humains nécessaires à la vie, ont été utilisées comme autant de matriques verbales, de bidules s'abattant, sans jamais les atteindre, sur les images de réalité, images d'égalité, projetées aux yeux du monde par les manifestants. En rendant actuelle l'égalité, en l'exposant comme réalité, c'est-à-dire sous la figure d'un présumé irréductible et non comme un horizon à atteindre, l'événement de juin 2020 a désorganisé les préjugés au fondement d'un « ordre » contrefait qu'informe foncièrement un désordre abusivement pérennisé. ●

Paris, octobre 2020



© Serge d'Ignazio

Des droits au respect, changements d'échelle



Patrick Vassallo

Au moment des grandes luttes anticoloniales, de l'ampleur de mouvements de libération et de l'émergence du tiers-monde comme force géopolitique, le mouvement des droits civiques signe une nouvelle étape, dans les années 60, de la lutte antiraciste.

Un siècle après l'indépendance des USA, le mouvement américain se développe sur fond de faiblesse de l'impérialisme américain, mais aussi comme une mise en cause des anciennes traditions de la « démocratie » yankee. Le mouvement des Blacks Panthers, dans la décennie suivante, indique à la fois le durcissement de la classe dominante et du racisme US, face à la force du mouvement pour les droits et un certain universalisme de la « question noire », de Césaire à Senghor, de la radicalisation consécutive à la guerre du Vietnam au panafricanisme.

La répression en était violente. Mortelle parfois. Les assassinats sont une arme politique. En France, comme en RFA, les réactions se situent sur le champ de la solidarité, combinant lutte pour les droits humains et extension « humanitaire » des

Ce n'est plus seulement la solidarité qui est mobilisée

activismes anticoloniaux et anti-impérialistes. Si l'on ne peut oublier l'immense manifestation contre Ridgway la Peste à Paris (mai 1952), la conjonction des deux dynamiques, solidarité internationaliste, droits humains, reste pour l'essentiel portée par la partie la plus radicalisée de la gauche.

Cette bataille pour les droits n'est-elle pas avant tout solidaire : européens et européennes progressistes avec (ex) colonisés-es, blancs (européens) avec « gens de couleur » ?

La marche pour l'égalité marque en 1983 une étape en France en connectant revendication de l'égalité et question sociale. Elle fait aussi surgir l'inégalité territoriale, jusqu'ici essentiellement circonscrite au rapport urbain/rural. Les Minguettes seront l'emblème de la cité des dominés-es et d'une deuxième génération qui exige son dû, ou plutôt ses droits. Mon pote est un autre ; est-ce Moi aussi ?

Le dévoiement de la Marche après son succès, dans une récupération social-démo estampillée « beur » ne peut cacher que ce fut là le départ d'une meilleure reconnaissance des droits de tous, 2^e génération populaire comprise, en particulier dans les institutions. Pour autant, ne nions ni les limites ni le partage des pouvoirs qui affecte cette reconnaissance.

Les luttes des sans-papiers auront donné une dimension plus importante encore à la revendication de droits, celui de voter y compris, de s'organiser, mais demeure dans l'échelle de la solidarité. La lutte des sans-papiers aura cependant posé dans le monde du travail la question de l'égalité des droits (et du) au travail pour tous-tes, sans discrimination.

Et ce ne fut pas sans débat au sein des organisations syndicales...

Les émeutes de l'hiver 2005, plus récemment le mouvement Black Live Matters et les mobilisations contre les violences policières n'indiquent-elles pas une autre échelle de l'antiracisme ? Ce n'est plus seulement la solidarité qui est mobilisée. Les quartiers populaires, le « multiculturalisme » fondent ici le socle d'un soulèvement qui ne crie pas « soutien à nos camarades » mais « nous sommes tous des opprimés ». Ce n'est plus « touche pas à mon pote » mais « nous avons le droit d'être respectés-es ». Ce changement de paradigme ne remet-il pas la question sociale dans un séparatisme territorial (cf. le livre blanc sur l'aménagement de l'Ile-de-France) où la relégation de la pauvreté se conjugue à la couleur de la peau et des origines ?

La mondialisation du capitalisme a internationalisé les échanges, les processus de relégation territoriale et de mise en concurrence des travailleurs-ses. Ces nouvelles données sont aujourd'hui le terreau de mobilisations qui étincellent d'un bout à l'autre de la planète. Aucun espace international ne les incube politiquement. Les forums sociaux n'avaient que peu centré leurs travaux sur ces aspects.

Ce changement d'échelle des luttes antiracistes tressées aux questions sociales ne peut qu'encourager à une plus grande intersectionnalité des mobilisations, à moins segmenter les luttes, à porter la « décolonisation » dans le même mouvement que la défense des conquies sociaux, les droits humains et le respect de chacun-e dans l'intégralité de ses droits, de ses identités, de son égalité. Tout l'inverse du séparatisme. Et des ghettos de riches ! ●



© Serge d'Ignazio

Un mouvement enraciné dans les quartiers populaires



Azzédine Taïbi

Pour ma part je pense que, ce qui a changé fondamentalement aujourd'hui dans le combat pour l'antiracisme, est le fait que le mouvement dans sa globalité est beaucoup plus enraciné dans les quartiers populaires, souvent en lien direct avec des faits graves liés aux violences policières.

C'est le cas par exemple avec le comité d'Adama Traoré, le comité Gaye etc... Les jeunes des couches populaires sont beaucoup plus présents dans les revendications mais sous des formes très variées et spontanées.

On combattait le racisme sans les premiers concernés

J'ai parfois le sentiment que les mouvements antiracistes traditionnels sont en décalage avec ces nouveaux mouvements qui ne s'inscrivent pas toujours dans une action pérenne. Je pense que les objectifs sont les mêmes, simplement, les nouvelles organisations restent très vigilantes au risque ou aux tentatives de récupération politique supposées. Il y a nécessité de nouer davantage de dialogue et de confiance.

Convergence internationale ?

Oui sans aucun doute, il existe de fortes convergences dans les mobilisations internationales, elles apparaissent surtout autour des questions du racisme et des violences policières, sujets très visibles depuis la présence des réseaux sociaux. L'affaire George Floyd en est un parfait exemple. C'est un atout majeur pour donner une cohérence et une visibilité sur le combat politique international et universel, nécessaire pour lutter contre le racisme et toutes les formes de discrimination. Néanmoins, j'observe deux aspects importants qui n'existaient pas à mon sens dans les mouvements antiracistes des dernières décennies : la question de la religion est plus affirmée par le fait que les discriminations sont

souvent accentuées par l'appartenance religieuse. Avant le discours consistait à pointer du doigt l'arabe, le négro... maintenant on pointe le musulman et on le ramène à son appartenance religieuse comme si on voulait faire croire que tous les musulmans étaient croyants. Ce sujet a suscité à mon sens un certain malaise au sein du mouvement antiraciste. Une fracture s'est tout de même créée entre les militants antiracistes politisés et les jeunes issus de nos quartiers populaires. C'est un sujet important sur lequel il est nécessaire de s'atteler afin de donner une force commune et une convergence dans le combat antiraciste, tout en respectant bien évidemment, les approches des uns et des autres.

Le sort partagé des pauvres et des racisé.e.s

J'ai commencé à l'aborder dans la question précédente. En effet et de mon point de vue, il faut bien reconnaître une chose : le combat antiraciste et les mouvements concernés ont souvent mené des actions sans la présence, voir la participation des premiers concernés, c'est-à-dire des quartiers populaires, jeunes en particulier. On combattait le

racisme sans les premiers concernés. D'où ce décrochage qui a pu apparaître et cette incompréhension qui a pu dominer parfois dans les débats. Certains ont profité pour s'engouffrer dans cette brèche, je pense à SOS Racisme dans les années 80 et 90, qui voulait créer un mouvement antiraciste hégémonique et au service du pouvoir socialiste. La marche pour l'égalité et la dignité à laquelle j'ai participé très jeune, a permis de donner une autre alternative. Il y a donc une nécessité absolue, celle

de donner un sens global et cohérent avec le combat antiraciste. Il faut que toutes et tous soient en capacité de se parler, de se côtoyer, de faire convergence dans les actions diverses. Sinon le risque de dispersion qui existe déjà en partie, risque de s'amplifier et de servir ceux qui ont tout intérêt à faire taire, toutes revendications légitimes et populaires des militants antiracistes et des victimes du racisme. La droite extrême, l'extrême-droite, les fachos, une certaine « gauche » qui prône une ap-

proche paternaliste et d'assimilation, proche de celle des conservateurs, d'une manière générale, une vision capitaliste, risqueraient d'être renforcés. On le voit bien en ce moment avec les insultes à l'encontre des militants de gauche traités d'« islamo-gauchiste ». Pour conclure, je reste persuadé qu'il faut renouer le combat antiraciste autour d'une approche d'éducation populaire, plus humaine, plus participative. C'est la meilleure manière de faire vivre nos valeurs universalistes et laïques. ●

Quel mot pour le dire

Le racisme est une domination, mortifère, comme d'autres dominations.

À bas la théorie du genre ? Le genre s'en contrefiche. Il existe. De l'avoir nommé, rend possible d'observer, mesurer, combattre la domination de genre. Domination de classe, les dominants sont en permanente production idéologique naturalisant leur domination. Côté dominé.e.s, le combat trouve sa force dans la certitude de l'existence, nommée, des classes sociales.

Mais quant au racisme, comment dire une domination dont l'outil n'existerait pas ? L'inexistence biologique incontestable de la race est utilisée par les dominants pour nier la réalité de la race comme rapport social et construire la notion de racisme anti-blancs. La race comme outil de domination place les mêmes des « quartiers populaires » sous la matraque et les balles policières.

Comment nommer ? « Personnes de couleur » au temps de la décolonisation, l'insupportable « minorités visibles » de la France rose, « victimes du racisme » du côté moral de l'indignation ?

Le mot racisé.e.s circule. Compromis, avec la langue de la discrimination ? Il



© Serge d'Ignazio

émerge dès la fin des années 70 dans des travaux universitaires. Il s'agit de nommer une pratique de pouvoir: la racialisation, concept qui désigne des pratiques sociales, politiques et les mécanismes induits qui trient, classent, livrent à la vindicte, une part de la population.

Racisé.e-s plutôt que « victimes du racisme », pour dire les groupes humains objets de pratiques racistes. On pointe et on combat ainsi, une réalité objective,

une pratique de nature sociale. En cela on politise le combat, on construit du rassemblement des dominé.e.s.

Élément probant : ils étaient en nombre, tous accents confondus, à proclamer : « nous sommes tous des Azzédine Taïbi », le maire de Stains, cible depuis 2014, d'injures et de menaces racistes.

● CDB

Égalité et déconstruction



Verveine Angeli
Solidaires

Le mouvement antiraciste dans ses formes récentes renoue avec la marche pour l'égalité de 83. Il en reprend les thèmes : discriminations, violences policières. Il s'appuie sur les réflexions, recherches de militant-es, d'intellectuel·les, qui font le lien entre le passé de la France et la situation vécue par les personnes racisées : colonialisme, esclavage, guerre d'Algérie, place de l'Islam... Il se donne ainsi une place dans l'histoire et dans le mouvement social. Il parle d'égalité et de déconstruction.

Les mouvements actuels rétablissent la prééminence des premiers et premières concerné·es face au détournement vécu avec la place prise par SOS racisme, alliée du pouvoir mitterrandien. **Qui est mobilisé, qui décide, la question est centrale dans des mobilisations du Comité Vérité et Justice pour Adama ou celles du Collectif contre l'Islamophobie.** C'est vrai aussi des mobilisations plus locales. Ça n'empêche pas les alliances mais ça relativise nécessairement la place des organisations que sont syndicats, partis ou associations traditionnelles de défense des droits de l'homme ou antiracistes.

La composition sociale mais aussi l'âge de ces mouvements différent de celles des organisations plus traditionnelles : présence très populaire en lien avec l'ancrage dans les quartiers, grande jeunesse des participant·es, forte présence des femmes.

Une mobilisation internationale

C'est vrai de toutes les mobilisations actuelles... C'est un résultat de la mondialisation. Et l'antiracisme, le féminisme ont des relais internationaux : on l'a vu pour #metoo, on le voit sur les débats autour du déboulonnage des statues, des enjeux culturels, de réappropriation de l'histoire. Les chantres du néolibéralisme et du libre-échange s'opposent à ces liens, au nom de la préservation de la société française de toute ressemblance avec des modèles anglo-saxons, ce qui est un comble. L'emballement des médias à dénoncer la « cancel » culture va dans le même sens. C'est une réaction de crainte face à ces mouvements et à leurs liens internationaux. On a parlé de la « vague #metoo », on peut dire « vague black lives matter » et les réactionnaires de tous poils ont peur d'une submersion des systèmes de domination, des privilèges établis.

Faire le lien

Une tentative de faire ces liens a été faite lors de la mobilisation des Gilets jaunes par le Comité Adama. Mais les quartiers populaires des personnes racisées et ceux des Gilets jaunes ne sont pas les mêmes. Les lieux de relégation sur le territoire français sont multiples. Mais ce qu'ils ont en commun, c'est qu'ils sont en partie abandonnés par les organisations dont le combat est la lutte des classes : syndicats, partis de gauche... Pour les syndicats dont le rôle est essentiel comme on le voit pendant cette période coronavirus, la question est de faire le lien tant avec les mobilisations des jeunes racisé·es qu'avec celles des couches populaires qui se sont exprimées avec les Gilets jaunes. Cela implique la prise en compte de toutes les situations de travail et de précarité, et de toutes les revendications propres aux femmes, aux personnes racisées dans les entreprises, pour faire de l'égalité un guide pour l'action. ●



© Serge d'Ignazio

De l'importance de construire du commun



Alexandra Pichardie

« Je suis allé à l'hôpital. With my cousin. Mais il est pas accepté. »

H. est mon ami depuis presque quatre ans. J'ai suivi son parcours, depuis son arrivée à Fougères après le démantèlement de « la Jungle » de Calais, en passant par le CAO, l'OFPPRA, l'attente, le refus, la CNDA, l'attente, la joie du statut – un an, mais renouvelable, alors c'est une porte d'entrée, c'est déjà ça – l'attente d'un logement social – trois ans – les jobs sous payés – « C'est pas grave, Alex, au moins, je travaille. ». Les déboires des « dublinés ». Ceux des déboutés. J'ai assumé, au mieux, une mission principale : traduire. Des récits de vie, avec espoir. Les lettres de refus, la voix éralée.

Et puis est venu le durcissement.



© Serge d'Ignazio

L'allocation pour les demandeurs d'asile (ADA), d'abord, a été refusée de façon plus systématique. Même les avocats avaient du mal à comprendre : la loi impose une aide matérielle, puisque les demandeurs d'asile n'ont pas le droit de travailler. Refus en appel : les anciens dublinés (en 2017, ils constituaient 22 % des premières demandes selon la Cimade) n'ont plus droit à rien.

Ensuite, les démarches ont été dématérialisées. La maltraitance administrative dans toute sa splendeur.

En décembre 2019, le décret modifiant l'article D. 160-2 du code de la sécurité sociale a supprimé « l'exonération de la condition de résidence dont bénéficiaient les demandeurs d'asile ». En gros, il faut justifier d'au moins trois mois de présence sur le territoire pour prétendre à l'AME (une sous-CMU, aux droits allégés). « Pendant cette période, le demandeur d'asile relèvera du dispositif des soins urgents. » dit le GISTI (Groupe d'information et de Soutien des Immigré·e·s).

Ce matin, le couperet est tombé : pas de soins. Nous avons pourtant tout essayé : automédication, appels aux médecins de notre entourage, qui nous ont fourni des échantillons. Mais contre la gale, que faire ? Ce décret, c'est ce qu'Olivier Le Cour Grandmaison et Omar Slaouti nomment¹ « racisme institutionnel ». Le personnel hospitalier n'est pas raciste, mais les décisions prises à la tête de l'état pour faire fuir les demandeurs d'asile l'obligent à mettre à l'index une catégorie de la population.

¹. *Racismes de France*, Omar Slaouti et Olivier Le Cour Grandmaison, La découverte, Octobre 2020.

« On va au Blois, for a doctor. - Mais c'est qui, ce docteur ? Il est avec une association ? - Non. Just for refugees. »

Il existe donc des médecins qui ne s'occupent que des réfugiés. Des sans-papiers, en fait. Merci à eux d'exister. Mais cela n'en reste pas moins de la ségrégation.

Ma mission du week-end : trouver un hôpital à Kaboul. Le père d'un ami réfugié, qui vit dans un village, n'a pas accès aux soins. Ou plutôt, il n'a accès à aucun médecin certifié : il n'y a, me dit-il, aucun contrôle des médecins, des médicaments, des pharmacies. Il a déjà versé beaucoup d'argent à des charlatans. Son père a du sang dans les urines. C'est urgent.

Bercée de mes illusions européennes, je feuillette les guides de voyage en ligne. Il existe sûrement des hôpitaux référencés pour les touristes. « C'est bon, ai-je dit. Il peut aller là et là ! Ça a l'air bien ! » Soulagement. Et léger contentement de soi...

Petits points qui s'effacent et qui hésitent. Messenger me fait attendre. « Mais Alex... Il ne peut pas aller dans ces endroits-là... - Ah... pourquoi ? - C'est pas pour tout le monde... »

Aura-t-on aussi, en France, des hôpitaux « pas pour tout le monde » ? Faudra-t-il montrer patte blanche ? Carte Bleue ? A l'heure où nous parlons de rendre les urgences payantes au 1^{er} Janvier 2021, je suis inquiète. **En détournant le regard de ceux qu'on ne soigne pas parce qu'il sont nés ailleurs, finirons-nous aussi par accepter que restent à la porte de l'hôpital ceux qui sont nés plus pauvres ? ●**



© Serge d'Ignazio

Reconquête



Catherine
Destom-Bottin

Du côté de la domination raciale, les choses changent au gré des situations politiques. Ainsi nous vivons un moment particulier du racisme d'État à l'égard de nos concitoyens musulmans et musulmanes. Ils ont cessé d'être « les Arabes » pour devenir les séparatistes musulmans. L'atroce assassinat de Samuel Paty devient, aux mains de la Macronie, l'outil d'une sur activation du racisme d'État. Ainsi, l'islamophobie n'existait pas mais l'État est casqué botté pour lutter contre

ceux qui mènent la lutte contre l'islamophobie. Le maintien du faire société sous forme de domination passe par l'activation permanente des diverses dominations. Du côté du pouvoir nous sommes dans un épisode activation de la domination raciale.

Côté antiracisme, mode activation aussi. Ainsi l'antiracisme moral qui faisait « du bruit et de l'odeur » un regrettable écart de langage, bat de l'aile, dépassé par les combats de l'antiracisme politique. Il est porté par la jeunesse racisée et par la jeunesse en général. La jeunesse des quartiers populaires a inauguré la sortie du confinement total avec une manifestation de plus de 20 000 personnes à l'appel du collectif Vérité pour Adama Traoré prenant ainsi une place remarquable parmi les rassemblements qui ont touché tous les continents. Que font les militants antiracistes d'aujourd'hui ? À l'instar des militant-e-s du genre ils et elles installent du réel, donnent de l'efficacité aux combats contre toutes les dominations. La classe n'est pas une réalité homogène. Elle s'est historiquement structurée en femmes dominées en arabes massacré-e-s en nègres-se-s es-

clavagisé-e-s. Les militants et militantes de l'antiracisme d'aujourd'hui offrent aux mouvements sociaux de porter enfin les dynamiques des classes dominées.

La fin d'une époque...

Formes de luttes antiracistes ... on a déboulonné aux Amériques, aux Antilles, en Europe. Aux USA les statues de Christophe Colomb ont été décapitées arrachées, jetées au lac. La Belgique a perdu sa statue de Léopold II. En Angleterre, exit la statue d'Edward Colston puissant entrepreneur du commerce d'esclaves, déboulonnée, piétinée, noyée.

Puisque la Martinique est en France, voici la France pionnière dans le déboulonnage. Deux statues de Victor Schœlcher (1804-1893) ont été déboulonnées lors de la journée de commémoration de l'abolition de l'esclavage en Martinique le 22 mai dernier, avant même la vague de contestations relatives à la mort de George Floyd.

Ces déboulonnages à Fort-de-France des statues de Schœlcher, acteur institutionnel majeur de l'abolition ne sont



© Serge d'Ignazio

pas l'œuvre de béqués nostalgiques, mais d'afro descendants. L'éclairage de Mabula Soumahoro est pertinent : « ce n'est pas seulement la figure de ce personnage qui était visée, mais plus



© Serge d'Ignazio

largement le « schœlcherisme », c'est-à-dire le point de vue adopté dans le récit institutionnel de la décolonisation et de l'abolition de l'esclavagisme aux Antilles. » Le « schœlcherisme » a été un rempart puissant à l'appropriation populaire de la succession de révoltes qui, du XVI^e au XX^e siècle se sont faites prodromiques de l'abolition. Bonne nouvelle, cette forme de lutte indique la fin d'une époque.

De l'antidote dans les quartiers populaires

Pour dire où vivent les personnes pauvres, employées, ouvrières, précaires, chômeuses, racisées... on a recouru à l'expression : « les quartiers populaires », parfois même « les quartiers ». Là-bas c'est la plèbe, dangereuse... Les « quartiers » ont été peuplés successivement des couches ouvrières, de l'immigration venue d'Afrique, du Maghreb

et plus récemment des immigrations qui dépeuplent « les outremer ».

On pourrait penser les conditions désormais réunies pour que les « quartiers » deviennent des lieux d'extrême racisme, de haine, d'implantation massive du Rassemblement National. Cela n'a pas lieu dans les proportions redoutées. Le RN piétine. Comme s'il était déjà trop tard, comme si de l'antidote circulait déjà. Il faut probablement lire dans cette catastrophe inaboultie, l'effet mobilisateur des combats antiracistes désormais fondés non plus sur la morale mais sur la rébellion, la dignité en reconquête. En ne hiérarchisant pas les dominations, ces combats ont pris sur le réel. À parler de race ils ont rompu avec la vision réductrice de la classe et rendent efficaces les dynamiques internes des classes dominées. Peuvent naître alors l'efficacité et la joie d'être ensemble. Une joie qui fait se rassembler pour Adama, et rêver du changement. ●

En ne hiérarchisant pas les dominations, ces combats ont pris sur le réel

Construire le monde d'après dans les luttes, ne pas laisser l'initiative aux seules forces du capital, Cerises avait proposé en septembre à plusieurs syndicalistes ainsi qu'à une jeune étudiante d'en débattre à la veille de la journée d'action interprofessionnelle du 17 septembre. Benoit Borrits poursuit le débat et livre ici une proposition d'urgence qui ouvre d'autres possibles.

Pas d'écologie sans autogestion et socialisation du revenu



Benoit Borrits

La table ronde du dossier de Cerises de septembre est révélatrice du moment que nous vivons. Du fait de la baisse de la croissance, accentuée par la crise du covid-19, nous faisons face à un capitalisme qui exige toujours plus de reculs sociaux. Dans le même temps, l'urgence écologique impose de supprimer ou de réduire certaines productions et, à l'inverse, d'en favoriser d'autres, sans exclure que la résultante de ces mesures soit une réduction globale de la production. Face à cette situation, les salarié.es ne peuvent qu'être inquiets de ces perspectives, car elle ouvre, pour beaucoup, le chômage, la précarité et l'exclusion.

On ne peut donc répondre à ces enjeux qu'en mettant un terme définitif à ces maux qui rongent notre société depuis des décennies et détruisent notre cohésion sociale. Comment ?

Toute personne valide et en âge de participer à la valeur ajoutée devrait avoir à sa disposition un vaste choix de postes de travail, ce qui n'est pas le cas actuellement. Il faut aussi que les revenus issus de ce travail soient correctement estimés, ce qui suppose un niveau au moins égal au Smic, lequel mériterait d'être réévalué (le Plan de sortie de crise signé par 20 organisations syndicales et associatives parle d'un niveau de 1700 euros nets en lieu et place des 1200 euros actuels). Afin de ne pas augmenter drastiquement le volume de la production, ce qui poserait des problèmes écologiques supplémentaires, il faudra simultanément baisser la durée

légitime du temps de travail (ce même plan de sortie de crise proposait une baisse du temps de travail de 35 à 32 heures sans perte de salaire). Une telle baisse du temps de travail peut aussi se penser à l'échelle hebdomadaire, annuelle, voire décennale avec des périodes chômées ou avancement de l'âge de la retraite autorisée.

Pour faire ceci, un gouvernement progressiste devra établir un nouveau régime de sécurité sociale qui prélèvera un pourcentage de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie tel que celui-ci permette de payer le Smic à toutes les personnes qui participent à sa réalisation. Ce « pot commun » sera redistribué dans les entreprises au *pro rata* du nombre de personnes y travaillant. Ainsi, les entreprises sont assurées de pouvoir garantir à chacun de leur travailleur.se une rémunération au moins égale au Smic.



<https://formesdesluttes.org/>

Ceci s'appliquera bien sûr aux travailleur.es indépendant.es qui se verront assurés d'avoir un Smic (ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui) et leur propre travail permettra d'améliorer leur revenu au-delà du Smic.

Comment les sociétés de capitaux – qui forment l'écrasante majorité de l'économie – vont-elles réagir ? Elles ont tout intérêt à proposer des contrats de travail au Smic puisque celui-ci est garanti. Un contrat de travail au Smic, ce serait tout bénéfice pour une société de capitaux : c'est en quelque sorte du travail gratuit et la fraction de la valeur ajoutée que produira le salarié qui n'aura pas été prélevée par le système, forme le bénéfice de la société de capitaux. Dit autrement, c'est du profit sans aucun risque.

Heureusement, ceci n'est qu'une face de la médaille : les sociétés vont proposer tellement d'emplois au Smic que les salarié.es vont se montrer exigeant.es et demander de meilleurs salaires, prenant notamment en compte leur expérience. Ils-elles seront désormais en position de force et les sociétés devront rivaliser entre elles pour proposer des salaires attractifs. Ces sociétés auront alors le plus grand mal à générer du profit. En effet, elles ne sont actuellement en capacité de contenir les salaires que grâce à la

menace du chômage et de l'exclusion. Par ailleurs, les sociétés à forte valeur ajoutée par salarié.e se verront ponctionner plus par le régime que ce qu'elles recevront (un Smic par personne employée), ce qui diminuera leurs profits, voire les mettra en perte.

Devant l'impossibilité pour les sociétés de générer des bénéfices, l'ensemble des sociétés de capitaux devront laisser place à des entreprises autogérées par leurs travailleur.ses. Celles-ci fonctionneront comme des associations d'indépendant.es : les participant.es à l'entreprise sont assurés.chacun.e de toucher le Smic et disposeront de la fraction non prélevée de la valeur ajoutée qu'ils-elles se partageront en fonction de leurs contrats d'association qui remplaceront les anciens contrats de travail. Les inégalités à l'intérieur de l'entreprise seront désormais réfléchies et pensées par le collectif de travail en fonction des expériences de chacun.e et non imposées par une direction qui travaille dans le sens des actionnaires.

L'urgence écologique commande de supprimer ou de réduire certaines productions et à l'inverse d'en favoriser d'autres. Ceci sera déterminé par la délibération politique. L'autogestion permettra aux travailleur.ses de pens-

er eux-mêmes la reconversion de leur propre entreprise. Par ailleurs, la fin du chômage et la multiplicité des postes de travail proposés fera que la peur de quitter un emploi et de changer d'entreprise disparaîtra.

On ne peut exclure que cette urgence écologique impose au final de réduire la production de façon significative. Dans un tel cas, il faudra, d'une part, réduire la durée légitime du temps de travail pour traduire la réalité de cette production moindre et, d'autre part, pratiquer une politique inflationniste pour que la valeur monétaire de la production reste constante : ceci permettra de ne pas avoir à baisser les revenus nominaux, ce qui est essentiel pour celles et ceux qui ont des emprunts à rembourser.

Il est urgent de prendre en compte l'écologie dans nos modes de production et de consommation. Ceci impose des reconversions qui seront socialement douloureuses dans le cadre du capitalisme. En sortir signifie s'attaquer immédiatement à ce que ce système produit : le chômage, l'exclusion et la précarité. Ceci ouvre la perspective d'une économie composée de sociétés autogérées dans lesquelles les travailleur.ses seront titulaires de l'intégralité de la valeur ajoutée. ●



Basta Capital

Dans un contexte social explosif, un groupe de militants de la gauche radicale est frappé par la mort de l'un d'entre dans une manifestation, ils décident d'enlever des patrons du CAC 40 pour obliger Macron à mettre en place une politique anticapitaliste.

On assiste à des scènes parfois humoristiques, mais globalement la tonalité du film est plutôt grave.

Au-delà des hommes (il n'y a que des hommes parmi les patrons) c'est le système capitaliste qui est en cause et aussi la relation intime entre les grands patrons et le président qui fait ce que lui dictent les activistes et ça marche...

Les patrons captifs sont mis au boulot sur des machines ; il y a cette scène savoureuse d'une ouvrière qu'il a licenciée tentant d'apprendre la couture à un Bernard Arnaud qui s'énervait de ne pas y arriver. Décidemment ce sont bien les travailleurs qui savent créer la richesse, pas les actionnaires...

La fin est surprenante, mais pas tant que ça à la réflexion... je vous laisse la découvrir en allant voir le film (avec débat si possible, l'équipe est très motivée.)

Le film n'a pas la prétention de donner la bonne recette révolutionnaire mais, selon son réalisateur de, « mettre en scène un véritable débat d'idées autour de la révolution et des problématiques contemporaines. » Réfléchir sans trancher sur l'action politique, la radicalité, la violence, le courage physique, l'urgence sociale et climatique... et aussi la démocratie, un peu absente...

● **ALAIN LACOMBE**

Basta Capital film de Pierre Zellner www.destinydistribution.com



Gran Balan

Christiane Taubira fait une offrande à son lecteur, Frantz Fanon est à ses côtés. On ne divulguera pas la clé du titre de ce premier roman. On ouvre le livre avec l'envie de retrouver cette paroleuse magnifique et on se demande si l'on en sortira aussi ébouriffé qu'on l'est dès qu'elle prend la parole. Tout va bien on est dépeigné ébahi.

Christiane Taubira a emmené dans son roman la verve ardente qu'on lui connaît. Mais elle a aussi emmené toute sa Guyane et elle nous l'offre en une vaste fresque qui croise les histoires des jeunes gens qui ont affaire avec la justice et l'injustice, les histoires de ces mères guyanaises magnifiques, d'un rien elles font à manger chaque jour pour les marmots. Il y a aussi Ti Momo parleur lui aussi, philosopheur multilingue jongleur de mots si brillant, on le prendrait pour « la » Taubira elle-même. Il y a aussi l'inventivité populaire prodigieusement insolente et le combat perdu que lui mène l'église, ses curés, ses hosties, sa morale confite. Il y a aussi le pillage de la Guyane coloniale, celui de l'or aujourd'hui, le Chevalier Saint Georges, Léon Gontran Damas son mousquetaire préféré de la négritude. Il y a ...

● **CATHERINE DESTOM BOTTIN**

Gran Balan, Christiane Taubira, Plon, 360 pages, 17,90 euros.



Le parti rouge une histoire du PCF 1920-2020

Voici un ouvrage didactique, pour qui veut découvrir cette histoire ou pour qui a déjà une appétence au communisme français. Les annexes (une centaine de pages) sont une mine d'or !

« Le Parti rouge » retrace l'histoire du Parti, de l'institution communiste, en France. Le déroulé chronologique se garde de tout jugement ou de toute thèse préétablie. Un effort louable qui oblige à se débarrasser des raccourcis pour dire les faits. Qui n'ignore ni la part des individus, ni les dynamiques de la société.

Ce siècle du PCF est aussi le siècle des utopies et de la mondialisation du capitalisme. On gardera donc pour une prochaine fois l'histoire d'une séquence qui vit des développements souvent originaux de l'espérance communiste -le PCF en est un exemple- et celle d'un double mouvement de libérations des peuples -notamment colonisés- et du capitalisme impérial et débridé. Deux mouvements contrariés dans lesquels le PCF aura dans son domaine tenu toute sa singularité. On a envie d'en savoir plus sur les rapports du PCF à l'éducation populaire et à ses organisations ou à ses difficultés avec les Alternatives. « L'obsession antigauchiste » (p.197) me paraît une manifestation de cette peur endémique, que la construction historique du PCF peut éclairer.

La rigueur scientifique des trois historiens trouve ici une belle publication, déjà en réimpression.

● **PATRICK VASSALLO**

Le parti rouge, une histoire du PCF 1920-2020, Roger Martelli, Jean Vi-greux, Serge Wolikow, Armand Colin, 2020, 379 pages, 24,90€uros.



Exposition Pierre Dac. Du côté d'ailleurs

Exposition Pierre Dac. Du côté d'ailleurs. Pour ceux qui écoutaient dans les années 50 sur les ondes d'Europe 1 le feuilleton radiophonique « Signé Furax », Pierre Dac c'est le souvenir d'une œuvre populaire pleine de fantaisie, d'humour, de contrepèteries et d'invention poétique.

Pour les plus jeunes ayant eu l'occasion de visionner le fameux sketch interprété avec son compère de toujours Francis Blanche, c'est le Sar Rabin Dranath Duval capable, en se concentrant, de deviner tout, même le contenu des tatouages portés par un quidam.

Pendant la deuxième guerre mondiale c'est le chroniqueur de Radio Londres chantonnant « Radio Paris ment Radio Paris est allemand » ou faisant une réponse cinglante à Philippe Henriot demandant comment le juif André Issac (le vrai nom de Pierre Dac) pouvait prétendre être français !

C'est aussi le journaliste de l'Os à moelle, l'inventeur du schmilblick, le créateur du parti le MOU (Mouvement Ondulatoire Unifié) candidat à l'élection présidentielle de 1965 (avant Coluche) ou l'inventeur du Biglotron et enfin le comédien, jouant ses sketches tous plus loufoques les uns que les autres sur scène ou à la radio.

Pierre Dac était pourtant un être profondément triste, désespéré, malgré son comique décapant. Il signalait aussi des textes contre le racisme et l'antisémitisme. En cette période de profonde confusion à découvrir ou à redécouvrir d'urgence.

● **HENRI MERMÉ**

Jusqu'au dimanche 28 février 2021 Musée d'art et d'histoire du judaïsme (Mahj) Paris. Réservation en ligne obligatoire.



Requiem pour une ville perdue

L'auteure turque délivre ici une ode à la vie qui tente de sonner le glas d'une distance lancinante subie par cette féministe, dans un pays aux abois, quartier de la Galata, si populaire, si maltraité.

Dans une série de bulles douces-amères l'auteure égrène la chronique d'une solitude où les mots font résistance. L'écriture sert ici à agripper le temps dans cette ville d'Istanbul, dont la présence active porte la trame de fond de cette poésie prenante. Mais aussi à clore cette histoire ; ouvrir d'autres lendemains.

L'auteur vit désormais à Berlin...

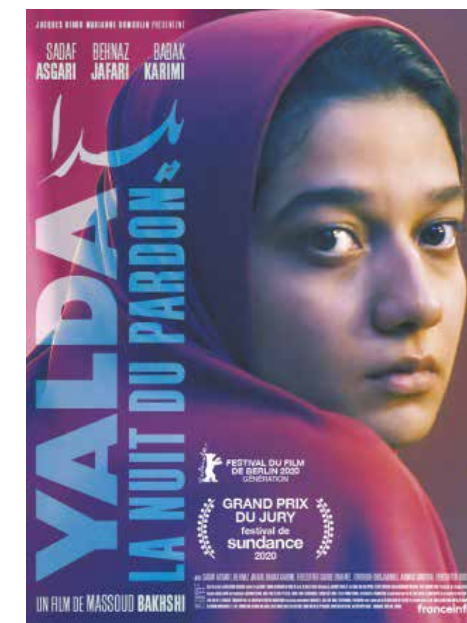
Les mots comme autant d'appuis, de prises pour rester debout. Vivante.

« Je me tiens à la fenêtre de l'existence », écrit-elle. Ce livre est-il une crémone ? Il donne envie de poser sur la rébellion, collective, le sceau du bon de sortie, la clé d'une libération. De bulle en bulle (les textes sont courts comme un soupir, une plainte ou un regard), l'existence renouvelle son appel.

Une lecture pleine de poésie qui nous chatouille au creux de l'estomac.

● **PATRICK VASSALLO**

Requiem pour une ville perdue, Asli Erdogan, Éditions Actes sud, 2020, 135 pages, 17€uros



Yalda, la nuit du pardon

L'Iran aujourd'hui, une jeune femme Maryam tue accidentellement son mari. Elle est condamnée à mort par pendaison. La seule personne qui peut la sauver est Mona la fille du mari défunt. Mais elle doit accorder son pardon en direct devant des millions de téléspectateurs dans le cadre d'une émission de télé-réalité. Le film montre les conflits de classe dans une société dirigée par des fondamentalistes musulmans. Il montre aussi la puissance du patriarcat et la violence institutionnelle et familiale présente tout au long du film. La jeune femme essaie de manière pathétique de faire entendre sa voix contre sa mère pour faire entendre sa vérité. Un film plein de rebondissements. Obtiendra-t-elle le pardon ? Nous ne le saurons qu'à la fin ... A voir...

● **DANIEL ROME**

Yalda la nuit du pardon, un film de Massoud Bakhshi

La (drôle) de bataille du livre

Le livre délivre (y compris les mobilisations). Alors que commence un nouveau confinement pour casser une 2^{ème} vague de contamination au Covid 19, et où la société craque de toutes parts, le combat pour garder ouvertes les librairies semble être devenu un élément fédérateur.

Il faut bien admettre que la longue liste des exceptions à ce second confinement a transformé chacun d'entre nous en spécialiste des déclarations ministérielles. L'urgence sanitaire et les pressions économiques en tous genres construisent des injustices et des aberrations.

Dans ce moment étrange, la fermeture des librairies et l'ouverture des FNAC (et des rayons livres des supermarchés) a sonné comme un cadeau fait au grand patronat. *"Nous avons tous entendu le président de la République nous dire « nous sommes en guerre ». Pourquoi nous priver du meilleur bataillon pour nous permettre d'affronter l'obscurantisme»*, s'est interrogé sur Franceinfo vendredi 30 octobre le journaliste et critique littéraire François Busnel. Et c'est bien entendu ici que le combat résonne au cœur d'une actualité tragique où les attentats et les déclarations racistes se succèdent dans un ballet morbide. Le livre devient ici le symbole d'émancipation et de culture. Défendre les libraires indépendants, ce n'est pas seulement défendre un commerce de proximité en péril, c'est aussi défendre une manière de partager la littérature et la pensée.

La fronde prend en quelques heures une ampleur nationale et gagne l'assemblée où Clémentine Autain affirme dans une question écrite au gouvernement : *«Quand le gouvernement choisit d'ouvrir les FNAC et de fermer les librairies et les disquaires, il ne fait pas seulement un choix sanitaire, il fait un choix de société.»*

La Fnac puis le gouvernement finiront par entendre ces arguments en décidant de fermer les "rayons livres" de tous les commerces. Les images de livres entourés de rubalises tournent en boucle sur les réseaux sociaux. Et l'on comprend vite que cette victoire n'en est pas une. C'est une conclusion provisoire d'un questionnement plus vaste. Ce virus est un mécanisme qui a une force inouïe pour questionner nos modes de vies.

En 2019, seulement 22 % des livres ont été vendus en librairie. Les modes de consommation évoluent dans toutes les catégories de la population. Comment défendre un secteur de l'édition qui a lui-même participé à ce glissement vers les grands groupes ? Au-delà de la crise sanitaire, comment les libraires peuvent-ils survivre dans une concurrence forcément déloyale ? Quelles règles devrions-nous imposer pour quelle régulation ? Les acteurs de l'émancipation doivent également questionner la transformation rapide de l'objet livre en produit de consommation et le secteur de l'édition en machine à communiquer qui tourne en roue libre à chaque rentrée littéraire. Quelle est la place de l'œuvre quand le capital a le pouvoir ? Notons également que le combat pour ouvrir les bibliothèques est plus discret alors qu'elles sont l'endroit d'un accès démocratique à la lecture. Qu'aurait pensé Elsa Triolet qui œuvrait dans une bataille du livre en distribuant des ouvrages dans les quartiers populaires ? ●

Laurent Eyraud-Chaume



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>